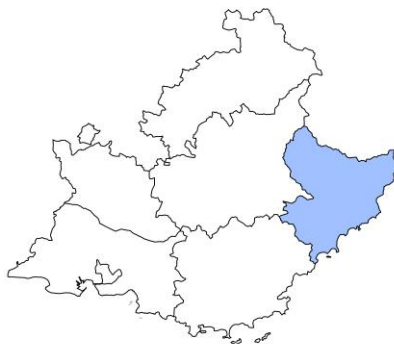




Les éclairages conjoncturels départementaux

La situation conjoncturelle au 1^{er} trimestre 2025 dans les Alpes-Maritimes



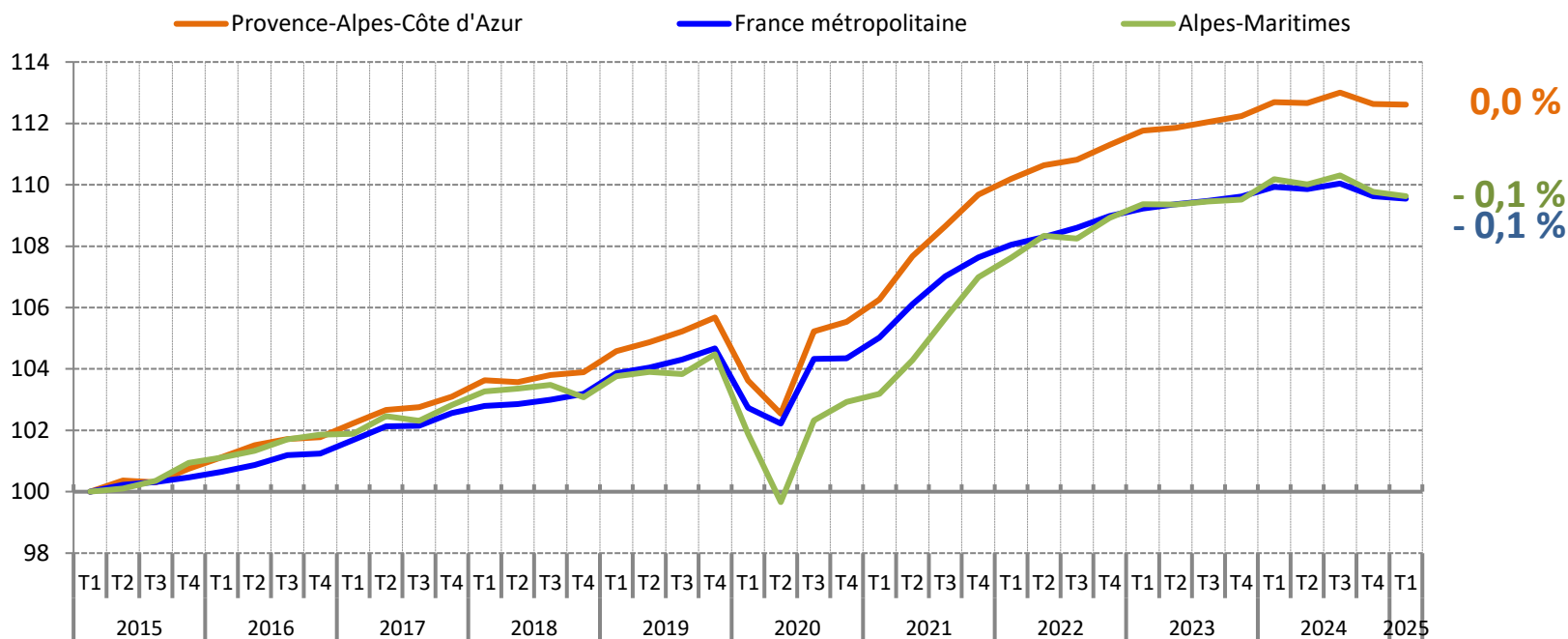
Services études, statistiques, évaluation

Crédit photo : ©Shutterstock

Léger repli de l'emploi salarié en début d'année...

Evolution de l'emploi salarié dans les Alpes-Maritimes
(en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Au T1 2025 :



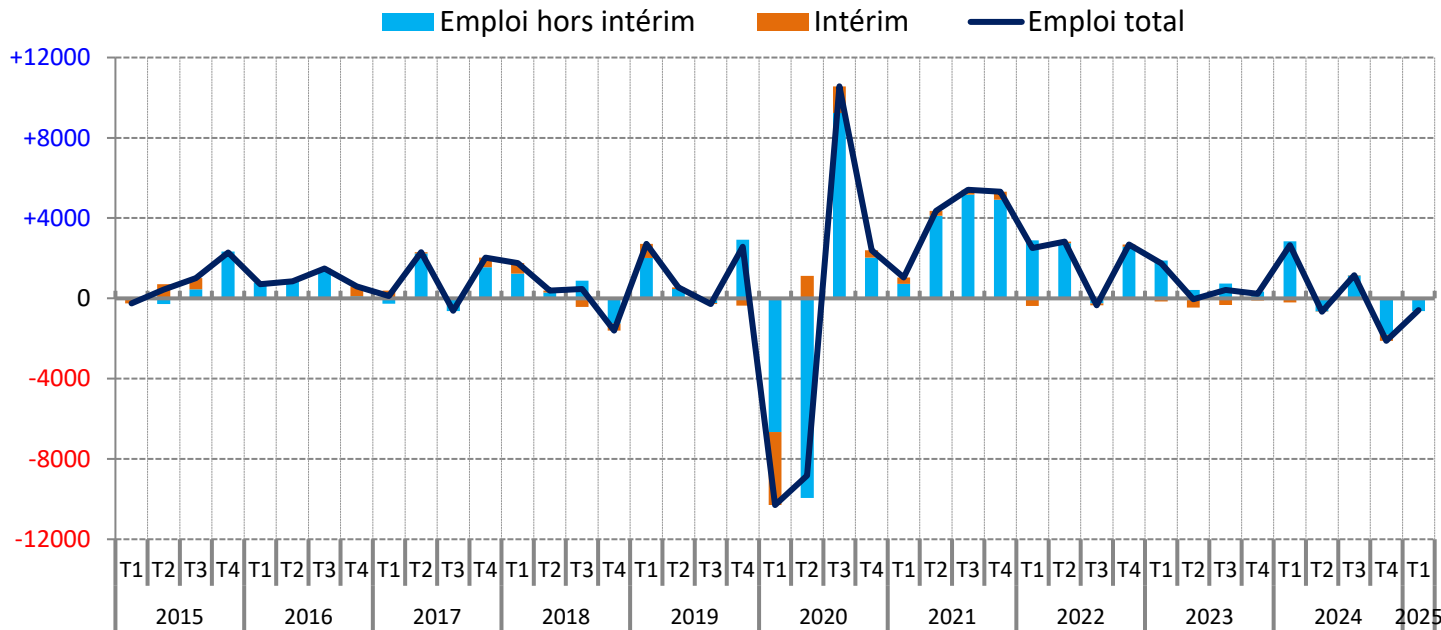
Note : données provisoires, corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié en fin de trimestre

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

... dû au recul de l'emploi hors intérim...

**Contribution de l'emploi hors intérim et de l'intérim
à l'évolution de l'emploi salarié, dans les Alpes-Maritimes**
(en nombre)



Au T1 2025 :

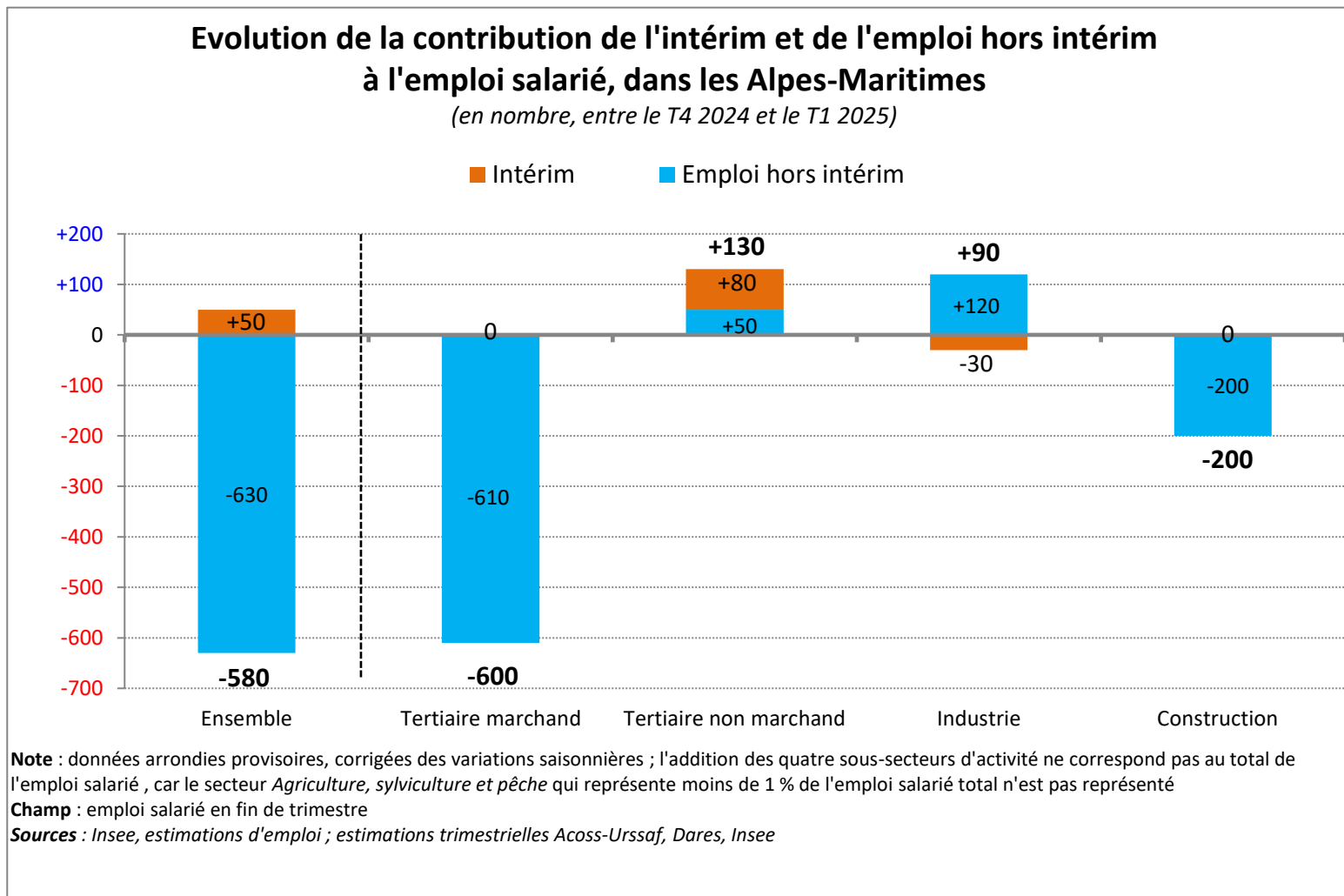
**+50
intérimaires
- 630
emplois hors
intérim**

Note : données provisoires , corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié en fin de trimestre

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

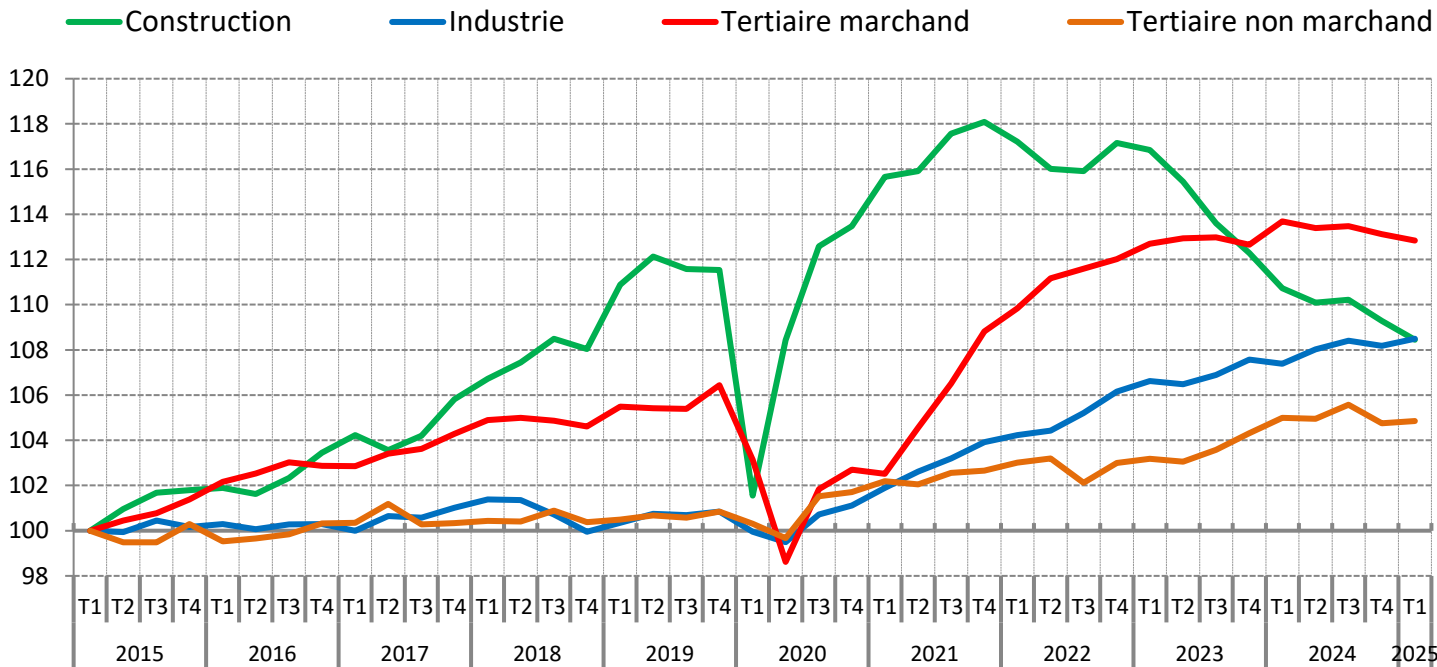
... principalement dans le tertiaire marchand



L'emploi continue de reculer dans le tertiaire marchand et la construction et repart à la hausse dans l'industrie et le tertiaire non marchand

Evolution de l'emploi salarié par secteur d'activité y compris intérim, dans les Alpes-Maritimes

(en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2015)



Note : données provisoires, corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié en fin de trimestre

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Hors crise sanitaire, premier recul annuel en dix ans dans le tertiaire marchand

Emploi salarié par secteur d'activité y compris intérim, dans les Alpes-Maritimes

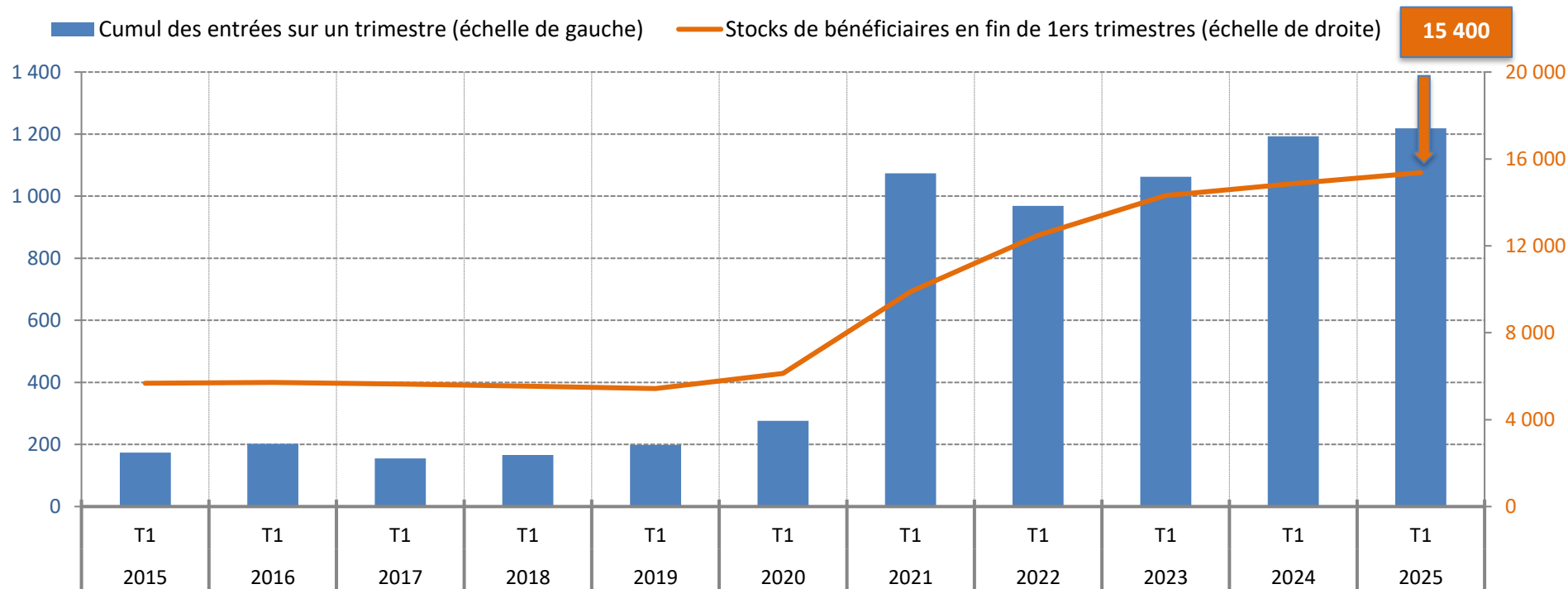
	Emploi salarié y compris intérim (en nombre)			Variation (en %)	
	2025T1	2024T4	2024T1	trimestrielle	annuelle
Agriculture, sylviculture et pêche	1 009	1 017	1 030	-0,7	-2,0
Industrie	32 888	32 794	32 553	+0,3	+1,0
Construction	25 723	25 922	26 264	-0,8	-2,1
Tertiaire marchand	237 602	238 206	239 392	-0,3	-0,7
Tertiaire non marchand	138 263	138 128	138 458	+0,1	-0,1
Ensemble	435 485	436 067	437 697	-0,1	-0,5

Note : données provisoires, corrigées des variations saisonnières ; pour l'agriculture, les données de la source MSA étant livrées avec retard, l'Insee réalise une estimation en exploitant directement les déclarations administratives (DSN) depuis le 1^{er} trimestre de 2018

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

La croissance de l'apprentissage toujours modérée

Contrat d'apprentissage commencés dans le trimestre et en cours
au 31 mars de chaque année, dans les Alpes-Maritimes (*données brutes, en nombre*)



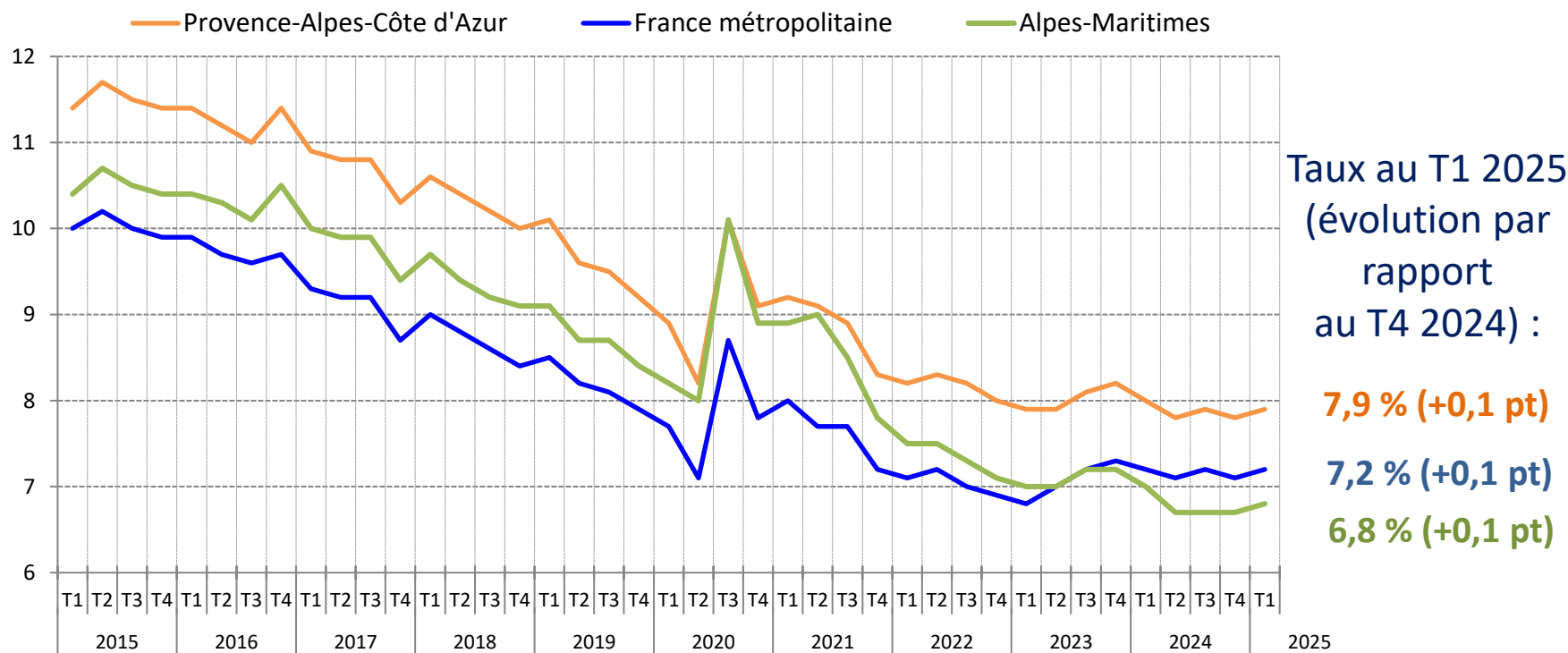
Note : données provisoires

Lecture : 1 200 contrats d'apprentissage ont commencé entre janvier et mars 2025 dans les Alpes-Maritimes. Fin mars 2025, le département compte 15 400 bénéficiaires de contrats d'apprentissage.

Source : Système d'information sur l'apprentissage de la Dares - **Traitements** : Dares

Le taux de chômage quasi-stable depuis trois trimestres

Taux de chômage dans les Alpes-Maritimes (en %)

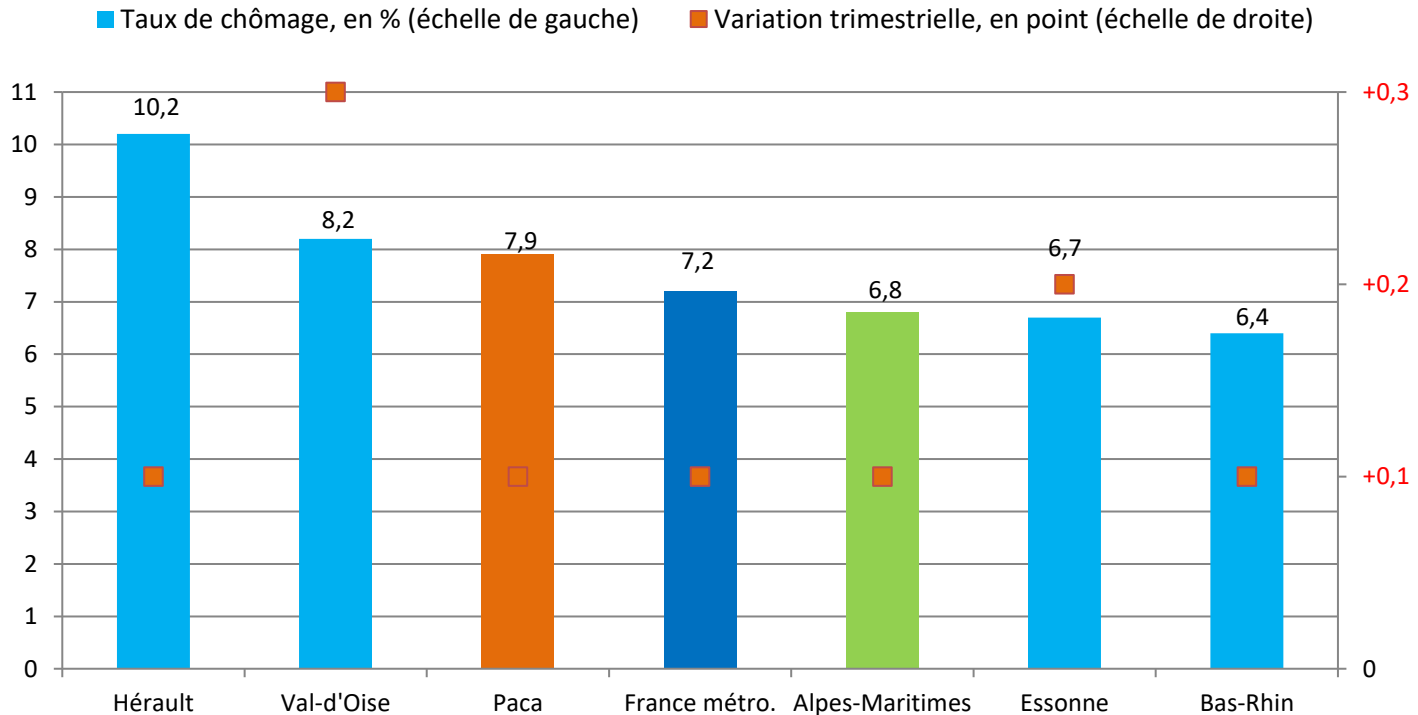


Note : données trimestrielles provisoires, corrigées des variations saisonnières ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT (national) et localisés (régional et départementaux)

Un taux qui se situe dans la moyenne des départements comparables

Taux de chômage localisés dans les départements comparables* au T1 2025



* Pour évaluer la comparabilité avec les Alpes-Maritimes, les critères retenus sont le nombre total d'emplois (salariés et non salariés) du département, ainsi que le poids du tertiaire marchand dans l'emploi total

Note : données trimestrielles provisoires, corrigées des variations saisonnières ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisés (régional et départementaux)

Demande d'emploi - avertissement : mise en place de la loi pour le plein emploi depuis 2025

Comme le prévoit la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, **depuis janvier 2025, de nouveaux publics sont systématiquement inscrits à France Travail :**

- les **demandeurs et bénéficiaires du RSA** (Revenu de solidarité active) ;
- les **jeunes en recherche d'emploi** suivis par les missions locales en CEJ (Contrat d'engagement jeune), Pacea (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) ou AIJ (Accompagnement intensif des jeunes) ;
- les **personnes en situation de handicap** suivies par Cap emploi.

Selon leurs situations socioprofessionnelles, ces publics sont orientés vers différents parcours d'accompagnement. L'orientation des personnes bénéficiant déjà du RSA avant la mise en place de la réforme étant progressive à partir du 1^{er} janvier 2025, la montée en charge statistique l'est aussi.

Pour prendre en compte les situations de ces nouveaux publics, **deux nouvelles catégories statistiques sont créées, selon les recommandations du Cnis : la catégorie F pour les personnes orientées en parcours social et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.**

Cette phase de transition devrait durer deux ans en France métropolitaine. **Afin d'appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail pendant cette période, la Dares a mis à disposition, aux niveaux national et régional seulement, des indicateurs complémentaires hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes « en parcours » (CEJ, Pacea et AIJ).** Ces séries, dites « contrefactuelles » ne sont pas disponibles au niveau départemental. **Entre 2025 et 2027, il n'est donc plus possible de réaliser des analyses conjoncturelles de la demande d'emploi au niveau départemental.**

Néanmoins, un chiffrage du nombre total d'inscrits, comprenant ces nouveaux publics, a été réalisé par la Dares et permet de situer chaque département au sein de la région. C'est ce qui est présenté dans la diapositive suivante.

Début 2025, la demande d'emploi y compris nouveaux publics s'élève au même rythme qu'en région

Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le trimestre à France Travail en catégories A, B, C

	Demandeurs d'emploi catégories A, B, C (en nombre)			Variations (en %)	
	T1 2025	T4 2024	T1 2024	Trimestrielles	Annuelles
Alpes-de-Haute-Provence	15 670	15 300	15 260	+2,4	+2,7
Hautes-Alpes	13 050	12 560	12 700	+3,9	+2,8
Alpes-Maritimes	95 220	91 070	90 120	+4,6	+5,7
Bouches-du-Rhône	199 410	190 910	186 970	+4,5	+6,7
Var	89 640	85 370	83 680	+5,0	+7,1
Vaucluse	63 350	60 460	59 440	+4,8	+6,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	476 340	455 670	448 170	+4,5	+6,3
Hors BRSA et hors jeunes en parcours*	392 230	383 290	375 430	+2,3	+4,5
France métropolitaine	5 448 400	5 212 470	5 115 800	+4,5	+6,5
Hors BRSA et hors jeunes en parcours*	4 440 200	4 341 600	4 258 000	+2,3	+4,3

Note : données en moyenne trimestrielle, arrondies, corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

*Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en CEJ, PACEA, AIJ

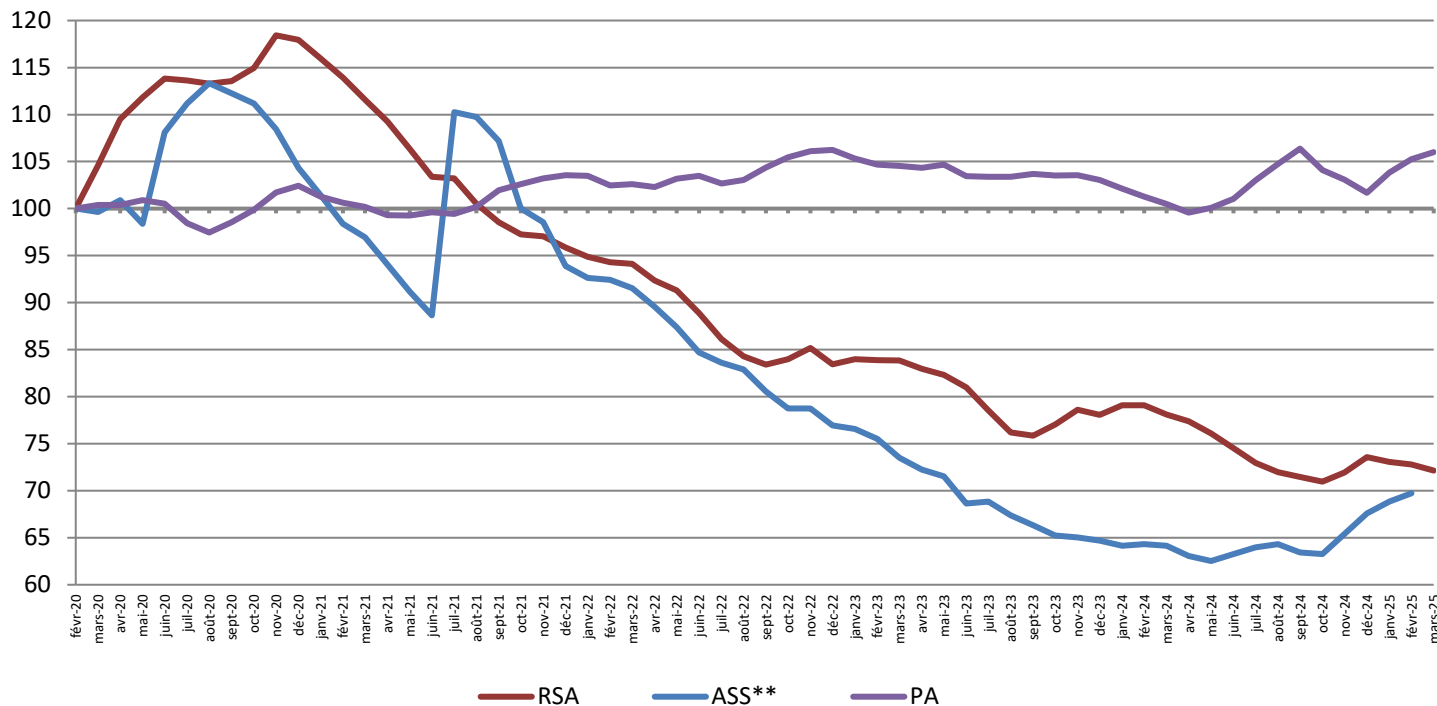
Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

Avertissement : les évolutions du 1^{er} trimestre 2025 sont perturbées par une modification des règles d'actualisation par France Travail qui conduit à rehausser le nombre d'inscrits en catégories A, B, C. En effet, depuis janvier 2025, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à France Travail et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, B, C.

En neutralisant les effets d'ajustements dans les procédures d'actualisation des demandeurs d'emploi, la Dares estime que la hausse réelle du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C serait de +1,3 % par rapport au 4^e trimestre 2024 (estimation réalisée au niveau national uniquement).

Sur un an, forte baisse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA, forte hausse de l'ASS et de la PA

Evolution du nombre de bénéficiaires* des principales prestations sociales dans les Alpes-Maritimes
(données brutes, base 100 à fin février 2020)



* Pour le RSA et la PA, la notion de bénéficiaires renvoie à celle de foyer et non d'individu. Pour l'ASS, elle renvoie à l'individu qui perçoit l'allocation.

** Données à fin février

Note : données provisoires

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; France Travail, FNA - **Traitements :** Drees

Un repli du nombre de foyers bénéficiaires du RSA beaucoup plus marqué que le niveau régional

11 Nombre de bénéficiaires* des principales prestations sociales à la fin du 1^{er} trimestre 2025 (données brutes)

	Revenu de solidarité active (RSA)		Allocation spécifique de solidarité (ASS)**		Prime d'activité (PA)	
	Effectif (en nombre)	Évolution annuelle (en %)	Effectif (en nombre)	Évolution annuelle (en %)	Effectif (en nombre)	Évolution annuelle (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	4 110	-0,3	650	+1,6	12 160	+2,5
Hautes-Alpes	2 690	-4,5	380	+8,6	10 150	+1,5
Alpes-Maritimes	17 070	-7,6	3 870	+8,4	75 770	+5,5
Bouches-du-Rhone	69 420	-0,2	9 830	+12,0	158 510	+0,6
Var	32 180	-0,6	3 860	+15,6	79 130	+2,8
Vaucluse	12 760	-14,4	2 960	+7,2	45 610	+2,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	138 230	-2,8	21 550	+10,9	381 330	+2,2
France métropolitaine	1 642 940	+0,2	249 090	+10,2	4 509 490	+2,9

* Pour le RSA et la PA, la notion de bénéficiaires renvoie à celle de foyer et non d'individu. Pour l'ASS, elle renvoie à l'individu qui perçoit l'allocation.

** Données à fin février 2025 ; l'évolution sur un an est calculée par rapport à fin février 2024

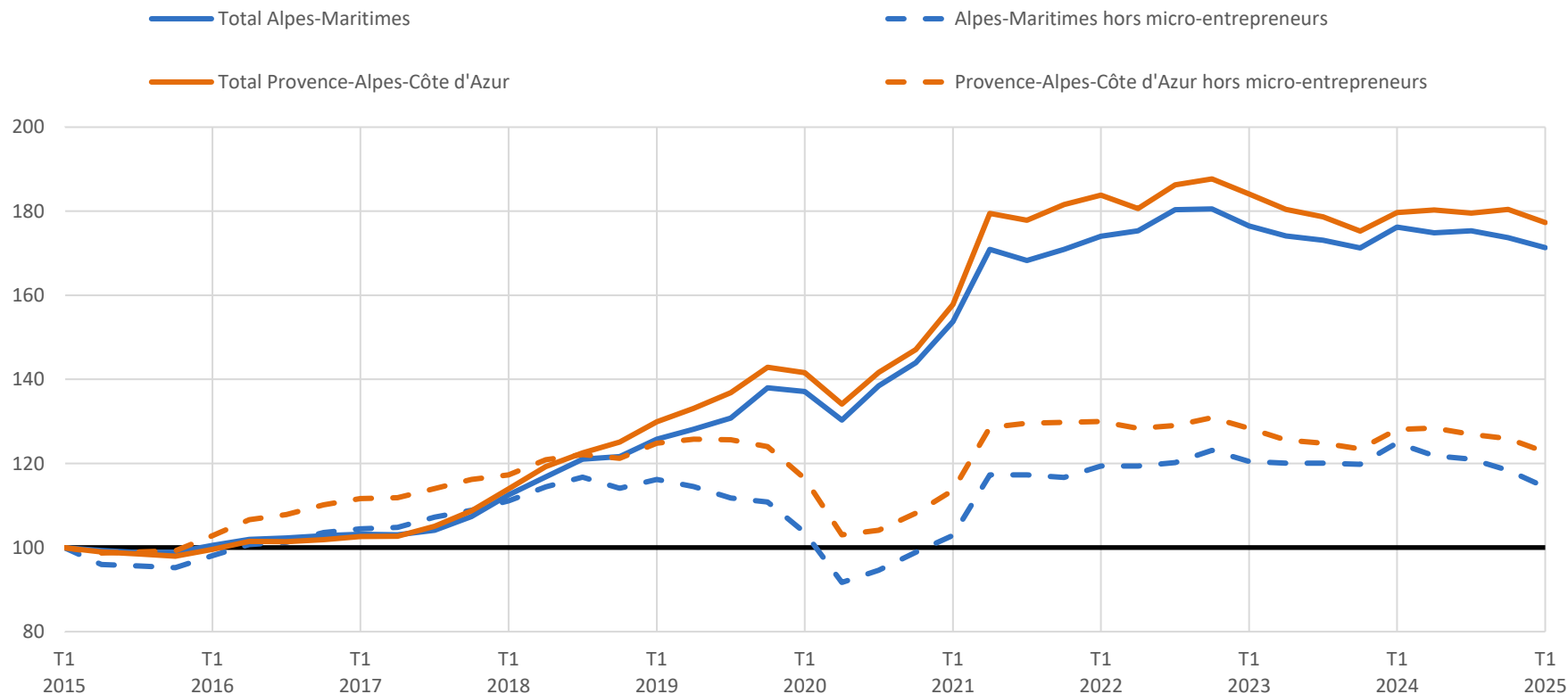
Note : données arrondies, provisoires

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; France Travail, FNA - Traitements : Drees

Léger recul du nombre de créations d'entreprises

Evolution du cumul annuel glissant des créations d'entreprises

(données brutes, en base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

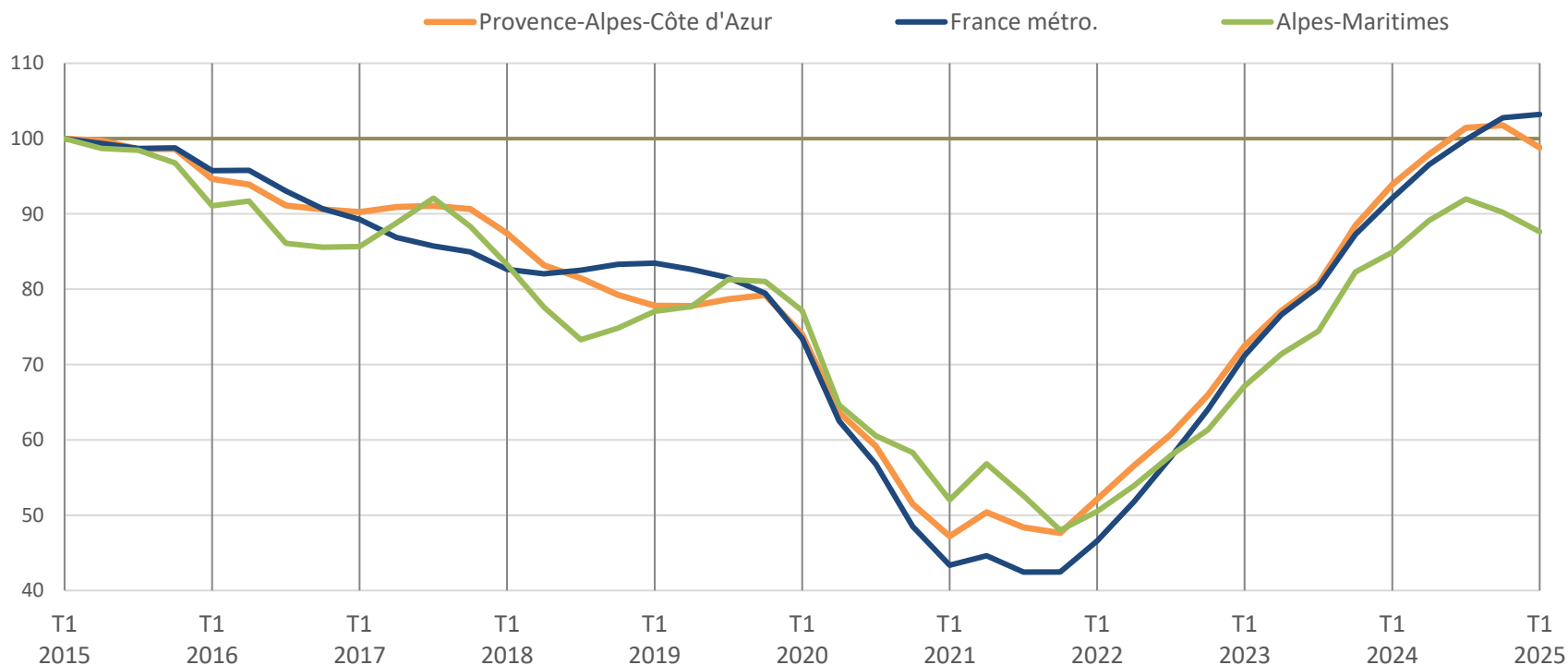


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises)

Nouvelle baisse du nombre de défaillances

Evolution des défaillances d'entreprises
(données brutes, base 100 au 1^{er} trimestre 2015)



Note : données en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Pour en savoir plus

La **Note de conjoncture** de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur:

<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-publications-periodiques-9124>

Retrouvez tous nos indicateurs dans le **Tableau de bord des indicateurs clés**

en téléchargement sur le site de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur :

<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-indicateurs-cles-de-la-Dreets-Paca>